HAL open science

Mouvement démocratique et répression autoritaire en Biélorussie

Ronan Hervouet

To cite this version:

Ronan Hervouet. Mouvement démocratique et répression autoritaire en Biélorussie. Études : revue de culture contemporaine, 2022, 4296, pp.19-30. halshs-03769953

HAL Id: halshs-03769953

https://shs.hal.science/halshs-03769953

Submitted on 6 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Ronan HERVOUET, 2022. « Mouvement démocratique et répression autoritaire en Biélorussie », *Études*, n° 4296, septembre 2022, pp. 19-30.

Mouvement démocratique et répression autoritaire en Biélorussie

Ronan Hervouet

La Biélorussie joue un rôle important en soutien de la Russie contre l'Ukraine. Par ailleurs, il y a deux ans, elle a connu de grandes manifestations à la suite de la réélection frauduleuse d'Alexandre Loukachenko. Revenir sur ces événements permet de comprendre les principales composantes de la société biélorusse et leur évolution. Entrepreneurs du numérique et ouvriers, en particulier, jouent un rôle significatif. Dans l'émigration, l'invasion de l'Ukraine a renouvelé des formes d'action de résistance.

Indépendante depuis 1991, la Biélorussie a, durant trois décennies, été plutôt ignorée par les médias et a donné lieu a relativement peu de recherches académiques. Depuis deux ans, le nom de ce pays situé entre la Russie, l'Ukraine et l'Union européenne fait pourtant souvent la une des médias nationaux et internationaux. La presse a largement documenté le mouvement de contestation de masse d'août 2020 et sa répression féroce, qui continue jusqu'à aujourd'hui. Les actions spectaculaires des services de sécurité de cet État autoritaire ont régulièrement orienté les projecteurs vers ce pays dont on parlait peu jusqu'ici[1]. L'actualité de la question biélorusse est devenue encore plus aiguë en 2022 du fait du rôle important que joue la Biélorussie dans le dispositif d'invasion de l'Ukraine

[1] Cela a été le cas en mai 2021, lors du détournement du vol Athènes-Vilnius et l'arrestation du cyberpartisan Roman Protassevitch, ou, en août de la même année, quand l'athlète biélorusse Kristina Timanovskaïa a trouvé refuge en Pologne après avoir résisté à l'injonction des autorités biélorusses de quitter les Jeux olympiques de Tokyo pour avoir critiqué le manque de respect de ses entraîneurs. Les médias ont aussi relaté, durant l'été et l'automne 2021, l'instrumentalisation des flux de réfugiés irakiens, syriens ou yéménites poussés aux frontières lituaniennes et polonaises par le régime de Minsk, pour déstabiliser ses pays frontaliers.

par la Russie. En effet, dès le 24 février, une partie des forces russes ont attaqué l'Ukraine par le nord, depuis le territoire biélorusse qui est devenu une base arrière des militaires aux ordres du Kremlin. Une partie importante de l'appareil d'État ainsi qu'une large partie de la population, dont certains groupes loyaux au régime de Loukachenko, seraient pourtant hostiles à une participation directe de la Biélorussie au conflit. Mais la répression du mouvement de 2020 et les sanctions internationales visant le pays qui en résultèrent ont contraint Loukachenko à chercher un puissant soutien auprès de son voisin russe. Cela a conduit, selon certains experts, à la vassalisation de la Biélorussie par le Kremlin[2]. Ainsi, le 30 novembre 2021, Loukachenko a reconnu la Crimée comme un territoire russe ; depuis le 24 février 2022, des tirs de missiles sont effectués sur l'Ukraine par les Russes depuis le territoire biélorusse ; la réforme de la Constitution biélorusse adoptée par « référendum » le 27 février ne mentionne plus le pays comme un État neutre et non nucléaire et autorise le stationnement d'armes nucléaires russes en Biélorussie. Dans cette nouvelle configuration géopolitique, il est important de saisir comment la révolte de 2020 a révélé des capacités mobilisatrices au sein de la société biélorusse, dont certains membres cherchent encore aujourd'hui, depuis l'intérieur du pays, à leurs risques et périls et dans un contexte d'intense répression, à contester le régime en place mais aussi l'invasion russe en Ukraine. C'est surtout parmi les exilés qui ont fui le pays après 2020 que des formes de résistance médiatiques, citoyennes, politiques, voire armées, s'organisent. Que s'est-il passé en 2020 ? Pourquoi le régime qui, jusqu'alors, était d'une grande stabilité a-t-il été fragilisé par de très importantes manifestations ? Quelles transformations au cœur de la société biélorusse ont rendu possible ce changement ? Quelles actions sont aujourd'hui menées pour lutter contre le régime de Loukachenko, État autoritaire mais aussi cobelligérant dans un conflit largement contesté ? Cet article met en lumière les ressorts du soulèvement de

[2] Milàn Czerny, « Comment la Biélorussie a cessé d'être un État souverain », *Le Grand Continent*, 1er mars 2022 (*https://legrandcontinent.eu/fr/2022/03/01/comment-la-bielorussie-a-cesse-detre-un-etat-souverain/*).

2020 et permet ainsi d'éclairer certaines dynamiques actuelles de la résistance au régime de Loukachenko, à l'intérieur du pays mais aussi en dehors de ses frontières, dans le contexte de la guerre en Ukraine.

L'espoir du changement

Élu pour la première fois en 1994, Alexandre Loukachenko est candidat en 2020 à un sixième mandat. La nature autoritaire du régime, qu'il a instauré dès 1996 et qui s'est par la suite renforcé, laissait *a priori* présager un scénario identique à celui des élections précédentes : des fraudes lors des élections, un score proche des 80 % pour le Président, une mobilisation de quelques milliers de militants politiques d'opposition soutenus par les candidats, suivie d'arrestations et de condamnations. Or, des particularités apparaissent dans les mois qui précèdent le scrutin. Des foules de citoyens ordinaires font la queue pour apporter leur signature aux candidats qui proposent une autre voie politique. Les partis politiques traditionnels sont marginalisés. Les candidats potentiels sont empêchés de se présenter avant même le scrutin, alors qu'ils étaient arrêtés après le jour du vote lors d'élections précédentes. Deux des concurrents de Loukachenko sont ainsi incarcérés en amont du scrutin (Sergueï Tikhanovski et Viktor Babaryko), tandis que le troisième décide de quitter le pays pour des raisons de sécurité (Valery Tsepkalo). Une autre candidature que celle de Loukachenko apparaît alors. Svetlana Tikhanovskaïa se présente à la place de son mari emprisonné. Contre toute attente, la candidature de Tikhanovskaïa suscite de l'enthousiasme. Un espoir de changement souffle en Biélorussie. Mais, lorsque dans la soirée du 9 août 2022, les résultats officiels annoncent 80,1 % des voix pour Loukachenko et à peine plus de 10 % pour Tikhanovskaïa, des citoyens descendent dans la rue pour dénoncer des fraudes de grande ampleur.

La mobilisation prend des formes diverses, rassemblant des secteurs variés de la société. Des marches sont organisées tous les dimanches. Des grèves sont

aussi déclenchées, dans des secteurs d'activité jusqu'ici éloignés de toute forme de revendication politique, comme les usines ou les médias officiels. À partir de septembre, d'autres formes de mobilisation apparaissent. On se réunit dans les quartiers, dans les cours d'immeuble et on échange, on chante, on partage.

Au-delà du succès inattendu de la campagne de Tikhanovskaïa, plusieurs facteurs expliquent cette mobilisation d'une ampleur inédite. Le pays connaît alors des difficultés économiques. Le soutien de la Russie est largement réduit depuis deux ans. Moscou est pourtant un appui essentiel de l'économie biélorusse, proposant notamment du gaz à bas prix et des crédits bancaires. La moitié du produit intérieur brut biélorusse dépendrait de la Russie. Les dettes de l'État biélorusse s'accroissent et ce dernier n'a pas les moyens d'augmenter les salaires, comme il a pu le faire lors des scrutins précédents.

En outre, le pays est confronté à la pandémie de Covid-19, comme partout dans le monde. Loukachenko minimise le danger et va jusqu'à se moquer des victimes du virus. Il parle de « psychose de masse », nie le danger et multiplie les incartades provocatrices, refusant l'adoption de mesures sanitaires spécifiques, sommant la population de « vivre debout plutôt que mourir à genoux », vantant les vertus des sorties en tracteur ou celles du *bania* (bain de vapeur). Quand Poutine se confine dans sa résidence moscovite le jour des commémorations du 9 mai, Loukachenko se présente en chef d'État courageux et préside les défilés organisés pour célébrer le 75e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie. L'absence de mesures de distanciation sociale, le mépris pour les malades, l'absence de prescriptions médicales, le camouflage des chiffres et la désinvolture du Président accroissent la défiance envers les autorités. Des formes d'auto-organisation se déploient, pour contrer les carences de l'État. Dans les premiers mois de la pandémie, médecins, membres d'administrations locales et citoyens échangent, *via* des applications numériques, des informations, des savoir-faire pour fabriquer des masques, des conseils pour se protéger du coronavirus. Cette horizontalité des échanges est rendue possible, à grande échelle, par l'usage des

réseaux sociaux et du numérique. Ces usages auront une importance capitale dans le déroulement de la contestation.

Enfin, la violence systématique et aveugle qui s'est abattue sur la société biélorusse entre le 9 et le 12 août 2020 a fait basculer de larges pans de la population, jusqu'ici circonspecte, dans le rang des contestataires. En effet, dès le mercredi 12 août et le rétablissement d'Internet, des images, vidéos et témoignages sur la brutalisation de la société ont circulé. Lors des scrutins précédents, la répression était davantage ciblée sur les militants politiques. Cette année 2020, elle a touché des personnes sans affiliation politique partisane, des citoyens ordinaires, des manifestants pacifiques et même de simples passants pris pour cibles par les forces de sécurité.

La mobilisation des *high-tech*

Des segments nombreux et variés de la population se sont joints au mouvement de contestation : jeunes, étudiants, femmes, professions intellectuelles (journalistes, universitaires), milieux artistiques (vedettes, célébrités, présentateurs télé), médecins, membres d'organisations non gouvernementales, ouvriers, représentants des Églises chrétiennes (orthodoxe, catholique et protestante), sportifs, etc. Les dynamiques de ces mobilisations sont variées et les chantiers ouverts pour la recherche en sciences sociales sont nombreux. On propose d'ici d'apporter un éclairage sur deux groupes sociaux. Le premier, d'apparition récente et jusqu'ici en retrait par rapport à la vie politique, est composé des employés du secteur des technologies de l'information. Le second, étant jusqu'à présent un soutien traditionnel du régime, est constitué par les ouvriers.

Le High-Tech Park a été fondé en 2005 dans la banlieue de Minsk. Cette « Silicon Valley biélorusse » est une structure d'État qui rassemble la quasi-totalité des entreprises de nouvelles technologies. À l'époque soviétique, on

fabriquait et assemblait déjà sur ce territoire des ordinateurs, des satellites et des équipements électroniques. Les universités proposaient des cursus pour former ingénieurs, mécaniciens, techniciens et mathématiciens. Le High-Tech Park s'est développé rapidement depuis les années 2000, en bénéficiant d'avantages fiscaux importants, soutenu par une législation favorable à son dynamisme. Ce secteur d'activité est pourtant largement indépendant de l'État, lequel représente à lui seul près de 70 % du produit intérieur brut, du fait d'une économie largement nationalisée. Le secteur des technologies de l'information connaît une croissance fulgurante dans la décennie 2010. En 2020, le secteur compte environ mille sociétés de technologie, 58 000 salariés, réalise environ 1,5 milliard d'exportations et représente 6,1 % du produit intérieur brut biélorusse – soit l'équivalent du secteur agricole qui compte presque 10 % de la population active du pays. C'est ici que sont nés l'application de messagerie chiffrée Viber et le jeu vidéo *World of Tanks*.

Le développement de ce secteur d'activité s'est accompagné de la constitution d'un groupe social qui présente des spécificités importantes. Ses membres appartiennent à une génération née entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 1990. Les entreprises qui les emploient ne sont pas gérées directement par l'État, ce qui leur assure une certaine indépendance financière. Les revenus y sont plus élevés que dans les autres secteurs d'activité. Ainsi, à la fin de 2020, alors que le salaire moyen en Biélorussie atteint environ 450 euros, le salaire à l'embauche dans ce secteur est d'environ 2 000 euros. Ces employés habitent souvent de nouveaux quartiers, comme Novaïa Borovaïa, à Minsk. Très européanisé, ce quartier se distingue par ses immeubles modernes, ses cours intérieures sous vidéosurveillance, l'existence de cafés, de deux librairies, de pistes cyclables, de locaux à vélo, de bacs de tri sélectif, de l'accès à un réseau Wi-Fi. Les habitants du quartier ont conscience d'appartenir à un groupe social

différent des autres, très éloigné dans ses aspirations, ses valeurs et ses modes de vie de l'électorat traditionnel de Loukachenko[3].

Ce groupe social se mobilise intensivement contre le régime, en s'appuyant sur ses compétences professionnelles, comme le créateur de la plateforme Golos[4]. Alors âgé de 36 ans, Pavel Liber est le vice-président d'une multinationale spécialisée dans la création de produits numériques. Durant les semaines et les mois qui suivent le scrutin du 9 août, et face à la volonté des autorités de créer un « vide informationnel[5] », l'organisation de la mobilisation passe par le numérique. La chaîne Nexta (sur Telegram), cofondée par Roman Protassevitch, compte alors plus de deux millions d'abonnés. Elle permet la coordination des actions et le partage de nombreuses informations, photos et vidéos faisant état de la mobilisation. Son rôle est majeur dans ce mouvement citoyen que l'on peut qualifier d'acéphale. L'entreprise PandaDoc, qui produit des logiciels, prend part aussi à la mobilisation. Le 12 août, son directeur propose d'aider financièrement tout membre des forces de sécurité qui ferait défection. Dans les semaines qui suivent le scrutin du 9 août, des membres du secteur des technologies de l'information rejoignent le mouvement des cyberpartisans qui piratent des sites gouvernementaux ou des données personnelles de hauts fonctionnaires et de proches de Loukachenko.

La mobilisation gagne ainsi un groupe social émergent, connecté, globalisé, indépendant de l'État et qui, même s'il est minoritaire, possède une puissance d'agir décuplée par ses compétences dans les technologies de l'information. Largement investi dans le mouvement, ce groupe social est aussi l'objet d'une intense répression, condamnant une partie de ses membres à l'exil, comme

[3] Ioulia Shukan, « Pour la Biélorussie, pays plongé dans le formol, ce réveil citoyen est exceptionnel », *Le Monde*, 11 septembre 2020 (sur *www.lemonde.fr*).

[4] Le 9 août, dans les isoloirs, de nombreux électeurs, refusant le maintien de Loukachenko au pouvoir, photographient leur bulletin et le déposent sur l'application Golos. Pour contourner les pratiques frauduleuses connues et documentées à partir des scrutins précédents, l'opposition a en effet invité les électeurs à enregistrer la photographie de leur bulletin sur cette plateforme indépendante, en guise de preuve, et afin d'opérer un décompte parallèle des suffrages lors de l'élection.

[5] Svetlana Alexievitch, Andreï Bastunets et Christophe Deloire, « Défendre la liberté de la presse en Biélorussie », *Le Monde*, 10 septembre 2020 (sur *www.lemonde.fr*).

l'illustre le cas de Stepan Poutilo, fondateur de Nexta, qui réside aujourd'hui à Varsovie.

L'engagement des ouvriers

Le monde ouvrier a aussi largement pris part au mouvement de 2020. Il constituait pourtant jusqu'ici un soutien traditionnel du régime. Les autorités ont en effet maintenu un tissu industriel hérité de l'URSS. Les ouvriers représentent aujourd'hui environ un quart de la population active en Biélorussie. Minsk reste une ville marquée par l'industrie et abrite par exemple l'usine de tracteurs MTZ (*Minskij Tractornyj Zavod*) et l'usine de véhicules automobiles MAZ (*Minskij Avtomobil'nyj Zavod*), qui emploient chacune plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers, que le géographe Yann Richard qualifie, au début des années 2000, de « fleurons de l'industrie de l'ex-URSS[6] ».

Le contrôle sur la main-d'œuvre y est très fort. La Fédération des syndicats de Biélorussie est l'héritière du « Conseil des syndicats de Biélorussie », syndicat unique de l'époque soviétique. Reprise en main entre 2002 et 2003, elle joue le rôle de courroie de transmission des directives du régime. Ainsi, la grande majorité des employés du secteur d'État sont syndiqués et les comités d'entreprises sont strictement contrôlés par l'administration. Les règles d'embauche et de licenciement participent également au contrôle étroit de la main-d'œuvre. Par exemple, le 5 juillet 2002, un décret présidentiel met fin à l'existence des contrats à durée indéterminée au profit des contrats à durée déterminée et variable entre un an au minimum et cinq ans au maximum. Cette règle permet notamment de s'assurer la loyauté politique des employés.

[6] Y. Richard, *La Biélorussie. Une géographie historique*, L'Harmattan, 2002, p. 112.

La mobilisation du monde ouvrier n'est pas une première dans l'histoire de la Biélorussie indépendante[7]. Mais le caractère massif de la mobilisation ouvrière de 2020 est unique.

Dès le mercredi 12 août et le jeudi 13 août, des débrayages se multiplient dans plusieurs entreprises d'État. Les travailleurs du métro arrêtent la circulation des transports et rejoignent les manifestants. Dans les usines, la contestation s'organise et s'intensifie. Les revendications convergent : l'arrêt des violences policières, le départ du Président, la libération des prisonniers politiques, l'organisation de nouvelles élections, libres et transparentes.

Lundi 17 août, Loukachenko se rend à l'usine de véhicules lourds MZKT (*Minskij Zavod Kolësnyh Tâgačej*). L'usine produit des tracteurs et des véhicules de l'armée ; elle dégage des bénéfices. Les ouvriers sont censés être redevables envers le Président qui a défendu ce type de bastion industriel depuis son accession au pouvoir. Pourtant, ce jour-là, il subit un camouflet. Il est venu en hélicoptère. La scène a été filmée d'un téléphone depuis la foule rassemblée des ouvriers et l'image est saisissante. Il s'apprête à prononcer un discours mais il est hué par les ouvriers rassemblés. « Pars, pars ! », scandent-ils. « Nous n'oublierons pas, nous ne pardonnerons pas ! » Il essaie de faire face, de tenir tête. « Je vous réponds sur ce point, vous pouvez continuer à crier. […] Tant que vous ne m'aurez pas tué, il n'y aura pas de nouvelles élections. […] Si on le faisait, cette grande usine et d'autres disparaîtraient en l'espace de six mois[8]. » Il menace directement : « Si vous me provoquez, je gérerai la situation cruellement[9]. »

Toutefois, cette mobilisation du monde ouvrier ne perdure pas. Dans les usines, la répression est intense. Les ouvriers sont menacés de licenciement et de

---

[7] L'année 1991 a été marquée par des mobilisations ouvrières importantes, en particulier dans les usines automobiles (MAZ), de tracteurs (MTZ) et d'équipements radio-électroniques. Alexandre Loukachenko a également réprimé, durant l'été 1994, la grève des ouvriers du métro de Minsk et réduit au silence les protestations des ouvriers des mines de sel de potasse de Soligorsk. Il avait fait aussi licencier les syndicalistes membres du Syndicat libres de Biélorussie qui avaient pris part aux grèves ouvrières de Minsk et de Gomel.

[8] Alain Barluet, « Biélorussie : Alexandre Loukachenko de plus en plus isolé », *Le Figaro*, 17 août 2020 (sur *www.lefigaro.fr*).

[9] Justine Salvestroni, « Biélorussie : salariés en grève, manifs sans trêve », *Libération*, 17 août 2020 (sur *www.liberation.fr*).

sanctions administratives, et sont sujets à un chantage concernant l'octroi de prêts ou l'attribution d'un logement. Leurs primes, qui peuvent atteindre 40 % de leur salaire, risquent d'être supprimées. Dans un système économique dont l'industrie est quasiment entièrement nationalisée, les ouvriers n'ont aucune chance d'être réembauchés dans une autre usine. De nombreux employés, notamment parmi les cadres, n'ont pas besoin d'être licenciés pour être écartés. Leurs contrats doivent être renouvelés chaque année. Enfin, les collectifs sont infiltrés. Des membres des services de sécurité se déguisent en ouvriers et cherchent à repérer les meneurs.

Pourquoi les ouvriers se sont-ils mobilisés massivement ? La thèse du contrat social, largement relayée par les analyses académiques, indique qu'une partie de la population accepterait un régime liberticide en échange d'une forme de protection sociale et d'un emploi assuré. Le contrat social serait rompu, puisque le niveau de vie est affecté par les problèmes provoqués structurellement par une économie collectivisée. Cette thèse est nuancée par l'analyse, certes fragmentaire, des évolutions en cours. Ainsi, Volodymyr Artiukh soutient l'hypothèse que la mobilisation était moins professionnelle que citoyenne. Si certaines revendications économiques ont pu être repérées par le chercheur, c'est surtout la dénonciation de la violence qui a constitué le moteur de la mobilisation ouvrière, activant une opposition morale entre le « nous » des travailleurs et le « eux » des chefs corrompus[10].

Le rôle des exilés

La répression a poussé à l'exil un grand nombre de Biélorusses. Depuis août 2020, plus de 40 000 Biélorusses ont été interpelés pour une raison ou une autre, plus de 3 000 cas de torture ont été recensés. En juin 2022, plus de 1 200 prisonniers politiques croupissent dans les geôles du régime. À cela

[10] V. Artiukh, « The Anatomy of Impatience : Exploring Factors behind 2020 Labor Unrest in Belarus », *Slavic Review*, vol. 80, n° 1, 2021, p. 58.

s'ajoutent la liquidation de 550 organisations non gouvernementales, l'interdiction d'une centaine de médias, la qualification d'extrémistes pour près de 400 chaînes Telegram, blogs ou *chats*. Anastasia Kostiugova, fille de la politologue Valeria Kostiugova arrêtée en juin 2021 et détenue depuis en prison, est aujourd'hui la chargée de communication de Svetlana Tikhanovskaïa. Elle résume ainsi la situation dans le pays : « Avant 2020, seuls quelques opposants subissaient la dureté de ce régime Aujourd'hui, c'est tout le monde. Si tu n'as pas été frappé toi-même, tu connais quelqu'un qui l'a été ; si tu n'es pas allé en prison, un de tes proches y est allé. Si tu n'as pas été viré de ton boulot, tu as des amis qui l'ont été[11]. » L'ampleur des départs est difficile à quantifier. Selon les sources, les chiffres varient de quelques dizaines de milliers à 200 000, voire à plus de 300 000 personnes, sur une population dans le pays d'environ 9,3 millions d'habitants. Les destinations principales sont la Lituanie, la Pologne, l'Ukraine et la Géorgie.

Ces pays accueillent les forces politiques qui ont été contraintes de s'exiler pour éviter la prison. Tikhanovskaïa, menacée, a dû quitter le pays dès le 11 août 2020. Depuis son cabinet installé à Vilnius, elle continue d'organiser l'opposition au régime. De son côté, Pavel Latouchko, ancien ministre de la culture et ancien ambassadeur biélorusse à Paris, qui a fait défection après le 9 août, dirige à Varsovie l'Administration nationale anticrise (NAM), sorte de gouvernement parallèle visant à préparer l'après-Loukachenko. Ces pays accueillent aussi des groupes sociaux qui sont vus par le régime comme des éléments dangereux et qui sont particulièrement visés par les répressions. C'est le cas des journalistes. 300 à 400 d'entre eux ont fui le pays vers Kiev. Ces départs concernent plus généralement le monde intellectuel. Enseignants, étudiants, avocats, artistes, employés d'organisations non gouvernementales et de *think tanks* ont trouvé refuge à l'étranger. Le secteur des technologies de l'information est aussi

[11] Thomas d'Istria, « Varsovie, Vilnius, Kiev, capitales des Biélorusses en exil », *Le Monde*, 18 février 2022 (sur *www.lemonde.fr*).

concerné par ces départs. Plus de quarante sociétés informatiques ont délocalisé, au moins partiellement, leurs activités en Lituanie pour la seule année 2020. Une partie de ces exilés rejoignent l'opposition, organisée en réseaux, et continuent de mener le combat depuis l'étranger, en soutenant les activistes restés dans le pays, en défendant les sanctions internationales, en documentant les crimes du régime et en nourrissant la justice internationale (comme le réseau de policiers dissidents Bypol), en lançant des cagnottes pour soutenir les détenus et leurs familles, en créant de nouveaux médias (comme *Malanka Media*), en proposant des plans de réforme en Biélorussie, etc. Ces pays accueillent aussi de nombreux citoyens ordinaires, qui ont participé à la contestation, parfois de manière lointaine mais qui, pourtant, se sentent menacés dans leur pays. Ils sont infirmières, médecins, routiers, ouvriers, etc. Ils ont organisé des cagnottes pour les familles de détenus, inscrit sur les murs des slogans contestataires, défié le régime en défilant sous des parapluies rouge et blanc (les couleurs de la contestation) et ont dû se résoudre à quitter leur foyer par crainte de mesures de rétorsion (amendes, licenciements, menaces, peines de prison). Ces exilés continuent toutefois de vivre dans la crainte ou la peur d'une « répression sans frontières[12] », en particulier en Ukraine où ils conservent un sentiment de plus grande vulnérabilité vis-à-vis des services biélorusses.

Le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine a renouvelé les formes d'action de résistance qui visent désormais un double front. Comme le souligne Tikhanovskaïa, « le mouvement démocratique qui s'oppose au régime s'est transformé en un mouvement antiguerre qui grandit de jour en jour[13] ». Depuis l'intérieur du pays, la répression rend la contestation très risquée : 616 personnes ont été arrêtées après s'être rassemblées les 27 et 28 février pour dénoncer l'invasion. C'est essentiellement depuis l'extérieur des frontières du pays que la

[12] Patrice Senécal, « Exilée, la dissidence biélorusse entre angoisse et colère », *Le Devoir*, 31 mai 2021 (sur *www.ledevoir.com*).
[13] Sylvie Kauffmann, « Guerre en Ukraine : l'opposition biélorusse annonce la formation d'un gouvernement en exil », *Le Monde*, 25 février 2022 (sur *www.lemonde.fr*).

résistance s'organise. Dès le 25 février, Tikhanovskaïa accuse Loukachenko de haute trahison, déclarant qu'il a « transformé notre pays en agresseur. Il a perdu le droit de s'exprimer au nom du peuple biélorusse ». Elle a alors décidé de former un gouvernement en exil. Si une partie des Biélorusses exilés en Ukraine ont dû quitter le pays bombardé, certains ont décidé de prêter main-forte aux Ukrainiens, comme à Odessa ou Lviv, quelques centaines ayant rejoint le bataillon de volontaires Kastous-Kalinowski combattant aux côtés des Ukrainiens. Depuis Varsovie, Bypol, de manière en partie conjointe avec des cheminots restés dans le pays, a mené des actions pour perturber ou bloquer la circulation de trains militaires russes en Biélorussie, en appelant à une nouvelle « bataille du rail ». Depuis Vilnius, l'organisation de solidarité biélorusse Bysol collecte des fonds non plus seulement pour venir en aide aux familles des prisonniers politiques ou apporter un soutien à ceux qui cherchent à quitter le pays pour échapper à la répression ; elle vient désormais aussi en aide aux civils ukrainiens des zones de combat ou achète du matériel de protection aux volontaires biélorusses qui viennent prêter main-forte à la résistance ukrainienne contre les troupes russes.

Le mouvement de contestation que le pays a connu en 2020 est inédit dans l'histoire du pays. Des soutiens traditionnels du régime, comme le monde ouvrier, se sont joints à de nouveaux groupes sociaux, comme les employés du secteur des technologies de l'information, plus indépendants par rapport au système en place. Face à cette mobilisation citoyenne inédite, le régime a pu compter sur une loyauté presque sans faille des services de sécurité et d'une loyauté morose, plus distancée, du monde rural[14]. Le « satrape » de Biélorussie a maintenu son pouvoir en déployant une répression violente, méthodique et systématique, à grande échelle, déchaînant la puissance de l'État contre la société. Pourtant, le mouvement de 2020, s'il a été réprimé, a donné naissance à des formes

[14] R.Hervouet, « The Moral Economy of the Kolkhoz Worker, Or Why the Protest Movement in Belarus Does Not Seem to Concern the Collectivized Countryside », *Slavic Review*, vol. 80, n° 1, 2021, pp. 61-68.

d’organisation et de résistance qui continuent aujourd’hui à viser le régime. Depuis le 24 février 2022, la donne géopolitique a élargi les cibles de ces actions. Aujourd’hui, il ne s’agit plus seulement de combattre Loukachenko, mais aussi de lutter pour l’Ukraine. Si une large partie des contestataires de l’intérieur sont aujourd’hui réduits à la peur et au silence, c’est aujourd’hui à l’extérieur des frontières du pays, et en particulier en Europe centrale et orientale, que la résistance s’organise.

Ronan Hervouet